



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de résultat de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-102265>

Département(s) de publication : **74**

Annonce n° **24-102265**

Travaux

---

### Section 1 - Reference de l'avis initial

Annonce n° 24-75463

### Section 2 - Identification de l'acheteur

**Nom complet de l'acheteur** : Commune De Megeve

**Type de Numéro national d'indentification** : SIRET

**N° National d'identification** : 21740173600012

**Ville** : MEGEVE

**Code postal** : 74120

**Groupement de commandes** : Non

**Département(s) de publication** : 74

### Section 3 - Identification du marché

**Intitulé du marché** : Création d'une paroi clouée Route du jaillet

**Code CPV principal - Descripteur principal** : 45111230

**Type de marché** : Travaux

**Critères d'attribution** : énoncé dans le Rc

### Section 4 - Attribution du marché

#### Renseignements relatifs à l'attribution du marché et/ou des lots :

Nombre d'offres reçues : 4 Date d'attribution : 23/08/24 Marché n° : 2024124 Mont Blanc Materiaux, 152 route de sallanches, 74120 Demi-Quartier Montant Ht : 256 524,55 Euros Sous-traitance : oui. Part de la sous-traitance, en valeur (H.T.) : 148 900,00 euro(s) . Renseignements complémentaires : Délais Et Voies De Recours: -Recours en référé contractuel sur le fondement des articles L. 551-13 et suivants du Cja. Ce recours doit être formé au plus tard le 31e jour suivant la publication d'un avis d'attribution (article R. 551-7 al. 1er du Cja). En l'absence de la publication d'avis ou de la notification ci-dessus mentionnées, la juridiction peut être saisie jusqu'à l'expiration d'un délai de 6 mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat (article R. 551-7 al. 2 du Cja). -Recours en contestation de validité du contrat formé dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées. Ce recours peut être accompagné d'une demande tendant à la suspension de l'exécution du contrat, sur le fondement de l'article L. 521-1 du Cja

---

Date d'envoi du présent avis à la publication : 09/09/2024